PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-DE-FIGUERY

Procès-verbal d'une séance ordinaire tenue le 13 août 2018, au 162 chemin des Prés, sous la présidence de monsieur le maire, Daniel Rose, et à laquelle sont présents les conseillers suivants et faisant quorum :

M. Pierre Barrette #1 Mme Thérèse Lemay #5
M. Réal Nolet #3 Mme Diane Laverdière #2
M. Michel Bilodeau #6,

M. Mario Deschâtelets #4, absent

Mme Céline Dupras, directrice générale et Secrétaire-trésorière, est aussi présente.

Ouverture de la séance à 19h30

2018-08-144 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par monsieur le conseiller Réal Nolet, appuyé par madame la conseillère Diane Laverdière et unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour tel que déposé.

Adoptée

2018-08-145 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 9 JUILLET 2018

Il est proposé par madame la conseillère Thérèse Lemay, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Barrette et unanimement résolu d'adopter le procès-verbal du 9 juillet 2018 tel que déposé.

Adoptée

2018-08-146 AMÉLIORATION PARC HAUTS-BOISÉ

Il est proposé par madame la conseillère Diane Laverdière, appuyé par madame la conseillère Thérèse Lemay et unanimement résolu de procéder l'installation d'un bac à fleurs sous le panneau des donateurs afin de camoufler les poteaux de soutien et augmenter la sécurité des enfants pour une dépense évaluée à 500\$, suite à la présentation du projet par les bénévoles.

Adoptée

2018-08-147 DÉROGATION MINEURE 44 CHEMIN DES HAUTS-BOIS

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Barrette, appuyé par madame la conseillère Diane Laverdière et unanimement résolu sur recommandation du comité consultatif en urbanisme d'autoriser la construction d'un garage contiguë à une résidence dépassant le devant de 2,44 mètres, soit 0,99 mètre au-delà de la réglementation stipulant 1.53 mètre

Adoptée

2018-08-148 SOUTIEN-CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IL est proposé par monsieur le conseiller Réal Nolet, appuyé par madame la conseillère Thérèse Lemay et unanimement résolu de sélectionner l'entreprise Consultants BCH pour une dépense de 3 500\$ étant le plus bas soumissionnaire.

Adoptée

2018-08-149 EMBAUCHE DIRECTRICE GÉNÉRALE ET SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE

Il est proposé par monsieur le conseiller Réal Nolet, appuyé par madame la conseillère Thérèse Lemay et unanimement résolu de procéder à l'embauche de madame Doris Bélanger au poste de directrice générale et Secrétaire-trésorière avec une entrée en fonction le 17 septembre suite à la recommandation du comité de sélection et de l'acceptation de la candidate des conditions de travail proposées. Le maire, monsieur Daniel Rose et madame Céline Dupras procéderont à la signature du contrat d'embauche lors de son entrée en fonction prévoyant une période de probation de 6 mois ainsi qu'un salaire annuel de 50 000\$ et 3 semaines de vacances.

Adoptée

2018-08-150 CONGRÈS FQM

Il est proposé par monsieur le conseiller Michel Bilodeau, appuyé par monsieur le conseiller Réal Nolet et unanimement résolu de déléguer monsieur le maire, Daniel Rose au congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités qui se déroulera du 20 au 22 septembre à Montréal.

Adoptée

2018-08-151 COLLOQUE RÉGIONAL DE L'ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX

Il est proposé par madame la conseillère Thérèse Lemay, appuyé par madame la conseillère Diane Laverdière et unanimement résolu d'autoriser la directrice générale et Secrétaire-trésorière Céline Dupras et madame Doris Bélanger qui prendra sa relève à assister au colloque régional de l'association des directeurs municipaux du Québec les 21 et 22 septembre à Val-d'Or.

Adoptée

AVIS DE MOTION ET EXPLICATIONS par monsieur le conseiller Réal Nolet sur la modification du règlement de gestion contractuelle de la municipalité afin de permettre une plus grande flexibilité dans l'acquisition de matériel, matériaux ou de contrat de service particulier.

2018-08-152 COMMANDITE TOURNOI DE GOLF

Il est proposé par madame la conseillère Thérèse Lemay, appuyé par monsieur le conseiller Réal Nolet et unanimement résolu d'accorder une commandite de 500\$ pour le tournoi de golf au projet du Projet de centre récréatif Dominic-Boutin. Le conseil invite la population à y participer en grand nombre.

Adoptée

2018-08-153 CONTRAT INSTALLATION D'UNE BORNE SÈCHE

Il est proposé par monsieur le conseiller Michel Bilodeau, appuyé par madame la conseillère Diane Laverdière et unanimement résolu d'octroyer le contrat d'installation d'une borne sèche sur le chemin de la Rivière à l'entreprise Terrassement et excavation Marchand seul soumissionnaire conforme au montant de 20 515.67\$ avant les taxes applicables.

Adoptée

2018-08-154 CIRCUIT PATRIMOINE RELIGIEUX – TOURISME AMOS-HARRICANA

CONSIDÉRANT QUE l'organisme à but non lucratif, Tourisme Amos-Harricana, désire réaliser le projet Circuit du patrimoine religieux;

CONSIDÉRANT QUE cette action est à prioriser dans le Plan de développement et de marketing touristique 2014-2018 de la MRC d'Abitibi et que ce projet fait partie intégrante du Parc thématique de la ressource hydrique et qu'il rassemble 14 municipalités et 17 églises;

CONSIDÉRANT QUE ce projet met en valeur le patrimoine bâti, matériel et humain en lien avec toute forme de religion et que les moyens pour promouvoir ce produit sont, une application mobile, de la vidéo et des photos pour appuyer les textes, une carte, une œuvre d'art (cloche géante avec panneau d'interprétation) servant de fil conducteur uniforme pour un coût de projet global de 106 100 \$;

CONSIDÉRANT QUE pour réaliser ce projet, ledit organisme souhaite obtenir de l'Entente de partenariat en tourisme son appui financier de 23 674 \$;

CONSIDÉRANT QUE pour obtenir cette subvention, les municipalités participantes doivent émettre une mise de fonds de plus ou moins 21 755 \$ au total;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Thérèse Lemay, appuyé par madame la conseillère Diane Laverdière et unanimement résolu :

De participer au projet de TOURISME AMOS-HARRICANA et d'émettre un chèque postdaté en date du 1^{er} janvier 2019 pour un montant de 1 305\$ conditionnellement à ce que l'organisme rassemble les fonds nécessaires à la réalisation du circuit sur le patrimoine religieux pour l'été 2019.

Adoptée

2018-08-155 REPLACEMENT SYSTÈME D'ALARME

Il est proposé par monsieur le conseiller Réal Nolet, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Barrette et unanimement résolu de remplacer le système d'alarme du bureau municipal défectueux pour un montant prévisible de 1 742\$ avant les taxes applicables

Adoptée

2018-08-156 VERSEMENT SUBVENTION ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER LOCAL 2018

Il est proposé par monsieur le conseiller Michel Bilodeau, appuyé par monsieur le conseiller Réal Nolet et unanimement résolu :

Que le conseil approuve les dépenses pour les travaux de rechargement du chemin des Charolais et du rechargement des rues Sigouin, du Lac et de la Descente pour un montant subventionné de 20 000.00\$ du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, M André Fortin, répartie sur 3 ans (2018, 8 000\$, 2019 8 000\$, 2020 4 000\$) et de 10 000\$ du député d'Abitibi-Ouest, M François Gendron, conformément aux exigences du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

Que les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur les routes dont la gestion incombe à la municipalité et que le dossier de vérification a été constitué.

Adoptée

**2018-08-157 PROTECTION DES EAUX : RECOURS DÉROGATION
AU RPEP**

CONSIDÉRANT la démarche effectuée par plusieurs municipalités québécoises depuis plusieurs années pour mieux protéger les sources d'eau potable menacées par les projets de recherche, de production, de stockage et de transport des hydrocarbures dans les territoires municipaux;

CONSIDÉRANT l'adoption du *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection* (ci-après « *RPEP* ») par le gouvernement du Québec, lequel règlement est entré en vigueur au mois d'août 2014;

CONSIDÉRANT que, en application du premier alinéa de l'article 118.3.3 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2; ci-après « *L.Q.E.* »), l'entrée en vigueur du *RPEP* fait en sorte que ce règlement provincial prévaut sur tout règlement municipal portant sur le même objet;

CONSIDÉRANT que, après examen du *RPEP* et une analyse scientifique rigoureuse, plusieurs municipalités, dont la municipalité de Saint-Marc-de-Figuery, se sont montrées convaincues que les dispositions et normes de dudit règlement n'assurent pas une protection adéquate et suffisante des sources d'eau potable sur leur territoire, particulièrement là où les citoyens et citoyennes sont alimentés par des puits artésiens ou de surface individuelle;

CONSIDÉRANT que le premier alinéa de l'article 118.3.3 *L.Q.E.* permet au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (ci-après le « ministre de l'Environnement ») d'approuver un règlement local portant sur le même objet que le *RPEP*, auquel cas le règlement local prévaut alors sur le *RPEP* dans la mesure que détermine le ministre;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Saint-Marc-de-Figuery a adopté le *Règlement n° 245-2017*, portant le titre de *Règlement déterminant le rayon de protection entre les sources d'eau potable et les opérations visant l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures dans le territoire de la municipalité*, en date du 3 avril 2017;

CONSIDÉRANT qu'une copie dudit règlement a été transmise au ministre de l'Environnement afin de faire approuver ledit règlement pour valoir en lieu et place du *RPEP* sur le territoire de la municipalité;

CONSIDÉRANT que, dans une démarche similaire, 318 municipalités (ci-après « les municipalités réclamantes ») ont demandé au ministre de l'Environnement d'approuver leur propre règlement local, dérogeant ainsi au *RPEP*, de façon à pouvoir accroître les distances séparatrices entre les éventuelles installations des sociétés gazières et pétrolières et les sources d'eau potable (ci-après la « demande de dérogation »);

CONSIDÉRANT qu'au soutien de leur demande de dérogation, les municipalités réclamantes ont collectivement soumis au ministre, pour son analyse, une preuve scientifique détaillée, rigoureuse et prépondérante démontrant l'inadéquation des normes prévues au *RPEP*, lesquelles normes ne permettent pas d'assurer la protection efficiente des sources d'eau potable sur leur territoire respectif;

CONSIDÉRANT qu'en soutien de leur demande de dérogation, les municipalités réclamantes ont aussi invoqué le rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant l'exploitation des hydrocarbures de schiste, lequel rapport recommandait également au gouvernement de revoir les distances séparatrices prévues au *RPEP*;

CONSIDÉRANT que pour toute réaction suite à cette demande de dérogation, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a exigé des municipalités réclamantes, qu'elles fournissent au soutien de cette demande une preuve des conditions locales justifiant l'adoption d'un règlement particulier;

CONSIDÉRANT que les municipalités réclamantes sont d'avis qu'une telle démonstration des conditions locales est tout à fait superflue vu les conclusions de la preuve scientifique complète qui a déjà été déposée au soutien de leur demande de dérogation et vu qu'il ne s'agit pas de libéraliser les normes prévues au *RPEP*, mais de les renforcer par l'application de normes plus sévères, tel que cela appert du *Règlement n°*

245-2017 de notre municipalité qui a été transmis au ministre de l'Environnement;

CONSIDÉRANT que le maintien des distances séparatrices actuelles dans le projet de règlement modifiant le *RPEP* déposé par le gouvernement le 14 février 2018 semble indiquer que le MDDELCC n'a pas pris en considération ladite preuve scientifique qui a été déposée au soutien de la demande de dérogation;

CONSIDÉRANT le principe de « précaution » enchâssé dans la *Loi sur le développement durable* (RLRQ, c. D-8.1.1) et selon lequel « lorsqu'il y a un risque de dommage grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement »;

CONSIDÉRANT aussi le principe de « subsidiarité », également enchâssé dans la *Loi sur le développement durable*, selon lequel « les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité » et qu'il est pertinent de rapprocher les lieux de décision le plus possible des citoyens et des communautés concernés;

CONSIDÉRANT que, par l'adoption de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, sanctionnée le 16 juin 2017, le législateur québécois a reconnu que :

- les municipalités sont, dans l'exercice de leurs compétences, des gouvernements de proximité faisant partie intégrante de l'État québécois;
- les élus municipaux possèdent la légitimité nécessaire, au sens de la démocratie représentative, pour gouverner selon leurs attributions; et que
- les municipalités exercent des fonctions essentielles et offrent à leur population des services qui contribuent à maintenir un milieu de vie de qualité, sécuritaire et sain, notamment dans un contexte de développement durable;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse formelle ou réponse adéquate de la part de la ministre de l'Environnement, outre cette demande de preuve de la situation locale;

CONSIDÉRANT que cette demande outrepassse le cadre de la *L.Q.E* et ne peut constituer une exigence légitime et raisonnable de la part de la ministre de l'Environnement;

CONSIDÉRANT que l'exigence de la ministre de l'Environnement de présenter une preuve de la situation locale place la municipalité, de même que toutes les municipalités réclamantes, dans une situation de difficulté réelle et urgente;

CONSIDÉRANT que devant le silence de la ministre de l'Environnement ou d'une réponse inadéquate, la municipalité se trouve placée dans une impasse et qu'il en va de même pour toutes les municipalités réclamantes;

CONSIDÉRANT que dans ces circonstances, la municipalité doit considérer l'opportunité de porter devant les tribunaux le différend qui l'oppose à la ministre de l'Environnement et qu'il en va de même pour toutes les municipalités réclamantes;

CONSIDÉRANT que le Fonds intermunicipal de défense de l'eau (FIDE) peut financer, au moins en partie, ce recours aux tribunaux et que tout besoin supplémentaire, le cas échéant, pourrait être financé par une contribution modeste des municipalités requérantes et des municipalités mandantes;

CONSIDÉRANT que l'article 91 du *Code de procédure civile* prévoit que plusieurs personnes ayant un intérêt commun dans un litige peuvent mandater l'une d'elles pour agir en justice pour leur compte;

CONSIDÉRANT que les municipalités d'Austin, Lanoraie, Nantes, Ristigouche-Partie-Sud-Est, Sorel-Tracy et d'autres municipalités (ci-après « les municipalités requérantes ») ont accepté de se porter requérantes et de représenter toute municipalité qui leur aura fait parvenir une résolution adoptée en bonne et due forme les mandatant pour agir en son nom en la présente affaire;

CONSIDÉRANT les difficultés logistiques pour réunir à nouveau les municipalités concernées par la demande de dérogation et les contraintes juridiques liées à la nécessité d’observer les délais légaux pour entreprendre ladite procédure judiciaire;

CONSIDÉRANT qu’il y a lieu de mandater les municipalités requérantes afin de nous représenter et agir pour notre compte dans le cadre du recours judiciaire à entreprendre – ou qui a été entrepris – afin de faire valoir nos droits et protéger nos intérêts quant à la demande de dérogation déposée devant la ministre de l’Environnement et d’obtenir une réponse adéquate à notre demande de dérogation au *RPEP*;

et, finalement,

CONSIDÉRANT que la présente résolution est adoptée pour valoir procuration et mandat aux municipalités d’Austin, Lanoraie, Nantes, Ristigouche-Partie-Sud-Est, Sorel-Tracy et autres municipalités requérantes au sens de l’article 91 du *Code de procédure civile*.

En conséquence de ce qui précède,

Il est proposé par monsieur le conseiller Michel Bilodeau, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Barrette et unanimement résolu :

- DE réaffirmer la volonté de la municipalité de Saint-Marc-de-Figuery de mieux protéger les sources d’eau potable sur son territoire en augmentant les distances séparatrices prévues dans le *RPEP*;
- DE confier aux municipalités d’Austin, Lanoraie, Nantes, Ristigouche-Partie-Sud-Est, Sorel-Tracy et autres municipalités requérantes le mandat de la représenter et d’agir en son nom dans le cadre du recours à entreprendre – ou qui a été entrepris – afin de faire valoir ses droits et protéger ses intérêts quant à sa demande de dérogation déposée devant la ministre de l’Environnement et d’obtenir une réponse adéquate à sa demande de dérogation au *RPEP*, le tout en application de l’article 91 du *Code de procédure civile*;
- DE demander à la direction générale de faire parvenir une copie certifiée conforme de la présente résolution au Comité de pilotage de la démarche commune des municipalités en faveur d’une dérogation au *RPEP* pour confirmer l’octroi du mandat de représentation en la présente affaire;
- D’ autoriser une contribution financière d’un montant maximum de 250 \$, en cas de nécessité financière liée à ce recours.

Adoptée

2018-08-158 ADOPTION DES DÉPENSES

Il est proposé par madame la conseillère Diane Laverdière, appuyé par monsieur le conseiller Michel Bilodeau et unanimement résolu d’adopter les dépenses du mois de juillet 2018 et celles prévisibles d’août 2018, en date de la séance du conseil.

Comptes fournisseurs payés en juillet 2018 pour un total de 57 584.90\$

Versement par chèque C1800094 à C1800106

Paiement en ligne sécurisée L1800054 à L1800063

Paiement par transfert électronique P18000129 à P1800149

Consulter la liste complète dans le journal *Éveil campagnard* d’août.

Comptes à payer en août 2018 en date du conseil pour un total de 244 812.16 \$

Salaires payés en juillet 2018

D18000166 à 1800186 pour un montant total de 9906.75\$

Salaires à payer en août 2018

D1800187 à D1800214 pour un montant de 13 210.51\$

Adoptée

2018-08-157 LEVÉE

Il est proposé par monsieur le conseiller Réal Nolet, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Barrette et unanimement résolu que la séance soit, et est levée.

Adoptée

Daniel Rose, maire

Céline Dupras, directrice générale
et Secrétaire-trésorière